

Mesdames et Messieurs,

Chers amis,

A l'heure où le monde est secoué par des crises à répétition, à l'heure où tant de peuples s'inquiètent de leur avenir immédiat, je constate que nous sommes capables de nous réunir, et j'espère de nous unir, pour sauver notre Planète commune.

En avons-nous le choix ? Je ne le crois pas. L'alternative qui s'offre à nous est hélas bien simple : changer radicalement de mode de développement, notamment en termes énergétiques, ou attendre que la nature dérégulée par notre imprévoyance ne place les générations futures face à des situations catastrophiques, contre lesquelles elles ne pourront plus lutter.

Car il en va du climat comme des crises économiques actuelles : c'est tout un système qui aujourd'hui vacille. Un système fondé sur le mépris presque délibéré de l'avenir, un système entraîné dans une fuite en avant que l'on ne peut que qualifier d'irresponsable.

Le sujet de cette Conférence sur les changements climatiques n'est donc rien moins que l'avenir des générations futures sur cette terre. C'est l'espoir ténu de ne pas porter d'atteinte irréversible à ce qui sera leur mode de vie, leur horizon et leur première richesse. C'est la certitude qu'en n'agissant pas, nous serons les coupables des malheurs qui les frapperont.

Pendant longtemps, les hommes n'ont pas su. Ils ne voyaient pas les blessures qu'ils infligeaient à la nature. Aujourd'hui, nous savons tous. Nous disposons de l'extraordinaire masse d'informations que les scientifiques nous fournissent avec rigueur et opiniâtreté depuis des années.

Demain, si rien n'est fait, il sera trop tard pour agir. Quand les déserts auront gagné sur les terres cultivables, en Asie et en Afrique notamment, quand les glaces polaires auront disparu, quand les océans acidifiés par nos émissions de carbone et dépeuplés par notre surpêche seront devenus hostiles à la vie, nul ne pourra nier la réalité, bien sûr. Mais il sera trop tard pour agir.

Nous nous trouvons donc aujourd'hui au cœur du rare moment où la conscience est claire et l'action encore possible. A ce titre, nous n'avons aucune excuse à l'inaction.

Les crises économiques elles-mêmes ne peuvent pas nous servir d'alibi, car l'urgence est plus que jamais à l'invention d'un mode de développement réellement durable et économe de nos ressources, en particulier énergétiques .

Alors il nous faut avancer, dès aujourd'hui.

Avancer comme nous le pouvons, chacun a la mesure de nos possibilités. C'est ce que nous faisons à Monaco.

A l'exemple des pays de l'union européenne, la principauté de Monaco a à ma demande ratifié le protocole de Kyoto en 2006. Elle s'est engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 8% en 2012 par rapport à 1990.

En l'absence d'industrie lourde, les efforts que nous avons entrepris n'ont pas été aisés. Ils ont surtout porté sur une amélioration constante de l'efficacité énergétique, la réduction de l'utilisation des combustibles fossiles et une politique de mobilité favorisant transports en commun et utilisation de véhicules propres, électriques ou hybrides. Aujourd'hui nous affichons ainsi un bilan de réduction qui dès fin 2009 s'élevait à 15%, et poursuivons un objectif de 30% en 2020.

Je sais bien sûr que notre exemple n'est pas nécessairement reproductible, mais je pense qu'il peut notamment inspirer les responsables de cités qui, dans un monde qui s'urbanise, sont sans doute au moins autant que les Etats les détenteurs d'une partie des solutions.

Ces solutions ne pourront ignorer les sociétés civiles, qui bien souvent précèdent les instances publiques. Elles se mobilisent déjà sur tous les continents, et font preuve d'une formidable créativité pour inventer une autre manière de vivre, de se loger, de se déplacer et de consommer.

Mais ces sociétés civiles ont besoin que nous tracions des perspectives concrètes et réalistes pour les décennies à venir. Elles ont besoin que nous les aidions à avancer vers des solutions innovantes. Elles ont besoin surtout que nous fassions la preuve de notre capacité à dépasser nos désaccords et nos égoïsmes pour nous atteler ensemble à une cause plus grande que nous.

Ces sociétés civiles, ce sont bien entendu les hommes et les femmes des pays développés, qui pendant trop longtemps ont consommé de façon débridée les ressources communes. Mais ce sont aussi les habitants des économies en transition et en développement, dont les légitimes aspirations à mieux vivre ne peuvent être atteintes, dans leur propre intérêt même, en utilisant

les modèles de consommation qui conduisent au bord du gouffre et qui font aujourd'hui des grands pays en transition les premiers pollueurs de notre planète.

Mesdames et Messieurs, Chers amis,

Plus que jamais, il est temps, de prendre sur nous et d'avancer. Dans nos travaux et dans nos cœurs, c'est un même effort que nous devons fournir, contre l'égoïsme, l'inconscience et la résignation.

Comme l'a dit le professeur Wangari Maathai, l'une des filles les plus éminentes de cette terre africaine qui nous accueille, et qui nous a récemment quittés, "we cannot tire or give up. We owe it to the present and future generations of all species to rise up and walk!"

Je vous remercie.